

PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

Marseille, le

28 JAN 2004
VOLS N° 187

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Mme CONSOLE

☎ 04.91.15.69.32

Muriel.CONSOLE@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

n° 31-2004/2003-168-A

ARRETE
relatif à la société TOTAL France
portant prescriptions complémentaires relatives à
la réalisation d'une étude d'impact sanitaire
relative à la Raffinerie de Provence
à Châteauneuf Les Martigues - 13220 - La Mède

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU le Code l'Environnement, Livre V Titre 1er,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié notamment par le décret n° 2000-258 du 20 mars 2000,

VU les divers arrêtés préfectoraux autorisant la société TOTAL France à exploiter des Installations Classées pour la protection de l'Environnement (ICPE) au sein de son établissement dit « Raffinerie de Provence » sis à La Mède – 13220 Châteauneuf les Martigues,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des ICPE, du 20 novembre 2003,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène (CDH) du 8 janvier 2004,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article 3-4°-b du décret du 21 septembre 1977 modifié, toute demande d'autorisation d'exploiter une ICPE doit comporter une étude d'impact présentant notamment une analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur la santé,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 précité, un arrêté complémentaire portant prescription de la fourniture des informations prévues notamment à l'article 3 ci-dessus peut être pris dans l'optique de la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT dès lors qu'il convient d'imposer à la société TOTAL France la réalisation d'une étude des effets éventuels des ICPE de sa « Raffinerie de Provence » sur la santé,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1

La société TOTAL France, dont le siège social est 24 cours Michelet – 92800 PUTEAUX, qui exploite un ensemble d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans son établissement dit « Raffinerie de Provence » situé à La Mède – 13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES, est tenue de réaliser une étude d'impact sanitaire relative à l'analyse des effets sur la santé de dans les études d'impact.

ARTICLE 2

L'étude prévue à l'article 1 doit faire apparaître les points suivants :

- ✓ présentation du site
- ✓ inventaire des émissions par catégorie de flux associés
- ✓ évaluation des dangers – relation dose réponse – traceurs de risque
- ✓ évaluation des expositions
- ✓ caractéristiques du risque (inhalation – ingestion)
- ✓ conclusion.

ARTICLE 3

L'étude visée à l'article 1 sera remise au Préfet pour fin 2004.

ARTICLE 4

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II, titre III du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

ARTICLE 5

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées, de l'Inspection du Travail et du service chargé de la Police des Eaux.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 Livre V Titre 1^{er} Chapitre 1^{er} du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 Livre V Titre 1^{er} Chapitre IV du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

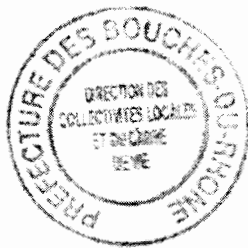
ARTICLE 7

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres
- Le Maire de Châteauneuf les Martigues,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, X
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER